



49.3 et autant de raisons de se révolter

Dix minutes à peine ! C'est le temps qu'il a fallu au gouvernement pour décider du passage en force de sa réforme des retraites au Parlement, espérant ainsi mettre un point final à près de quatre mois d'une contestation sociale inédite en France depuis des années.

La décision de recourir au désormais célèbre article 49 alinéa 3 de la Constitution a été prise en catimini, presque honteusement, à la faveur d'un conseil des ministres convoqué exceptionnellement samedi dernier pour traiter des progrès de l'épidémie du coronavirus en France. Mais ce camouflage s'est avéré parfaitement inutile puisque le soir même des milliers de manifestants se sont retrouvés à Paris et dans le reste de la France pour protester contre cette énième provocation du duo Macron-Philippe.

Fin du débat ou début de la fin ?

L'usage de ce 49.3 en dit long sur le discrédit de ce gouvernement, réduit à un coup de force contre sa propre majorité parlementaire ! En Marche dispose tout de même de plus de 300 députés godillots, dont la docilité à l'égard de l'Élysée est notoire. Et ce ne sont certainement pas les oppositions de gauche ou de droite qui pouvaient menacer le moins du monde le pouvoir. Si Emmanuel Macron et Édouard Philippe ont décidé de mettre « fin au débat », c'est moins par crainte de cette « bataille parlementaire » livrée à grand coups d'amendements des députés de gauche que par peur de voir la contestation dans la rue se poursuivre, comme c'est le cas depuis le début du mois de décembre.

Car la mobilisation se poursuit. Certes la grève des transports s'est arrêtée, mais nombre des travailleurs de ces secteurs ne se sentent ni déçus, ni battus et cherchent la prochaine occasion pour reprendre la

lutte. Et en attendant, d'autres catégories continuent le mouvement contre la réforme des retraites, et les innombrables autres saloperies du gouvernement des riches. À commencer par les enseignants et lycéens qui continuent de protester dans de nombreux établissements contre la réforme du bac Blanc et sa casse de l'éducation publique. Ou les personnels des hôpitaux contre l'austérité généralisée. Les exemples ne manquent pas. Partout de nombreux noyaux de travailleurs, toutes catégories confondues, se réunissent encore pour descendre dans la rue et exprimer leur dégoût et leur refus du « nouveau monde » proposé par Macron et les siens.

Retour aux fondamentaux

Et c'est bien ce qui les inquiète ! Voilà presque quatre mois que celui qui s'était jadis autoproclamé « maître des horloges » n'arrive plus à se sortir du cycle de contestation qu'il a lui-même provoqué avec sa réforme. En dépit de ses innombrables diversions pour reprendre la main, comme la pseudo-concertation offerte aux syndicats sur le financement de la réforme. Macron le sait. Déjà convaincu de la défaite à venir de son parti En Marche aux municipales, il espère ménager son avenir politique et sa réélection en roulant des mécaniques pour flatter l'électorat de la droite.

Plus il en fait, plus nos raisons d'exprimer notre colère se multiplient. Retrouvons-nous tous dans la rue, et qui sait... dans les grèves, ces jours-ci et au-delà.

Coronavirus : Une épidémie dans un système de santé asphyxié

Face à l'épidémie de coronavirus, le gouvernement a mis les moyens dans la communication gouvernementale : annonces de mesures d'ampleur, de la fermeture un jour plus tôt du Salon de l'agriculture... jusqu'aux bénitiers des églises vidés.

Mais des moyens justement, c'est ce que réclament les professionnels de santé depuis des années. Sur les 20 000 lits des hôpitaux de Paris, par exemple, 900 lits sont fermés faute de personnel. Pour dénoncer cette situation, des milliers de professionnels de santé, des aides-soignants aux médecins, sont descendus dans la rue, en particulier le 14 novembre dernier. Le gouvernement est resté sourd aux revendications des personnels. « *Le risque est grand, prévient un médecin*

neurologue de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière face à Macron, de voir les hôpitaux publics en incapacité de répondre à la demande générée par la crise du coronavirus. »

Le gouvernement n'est pour rien dans l'épidémie de coronavirus, mais il est entièrement responsable du délabrement du système de santé hospitalier qui risque de transformer une épidémie en crise sanitaire majeure.

Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler !

Ras le bol au Crédit

La semaine dernière, les agents du Crédit sont allés en délégation chez leur directeur pour porter une pétition dénonçant la dégradation des conditions de travail. Les départs ne sont pas remplacés, mais le boulot augmente et il faut tout traiter dans l'urgence. Ce n'est pas « l'entraide », qui consiste à rajouter aux uns ce qui n'a pas pu être fait par les autres, qui règle le problème. La seule réponse que nous voulons, c'est du personnel supplémentaire.

Écoute, écoute...

Dans les services qui ont des pôles téléphoniques, nous avons le droit à une nouvelle formation et des appels en double écoute avec nos chefs d'équipe.

Au Crédit, la directrice en personne est venue nous écouter. On pensait naïvement qu'elle venait en renfort, car le vrai problème des pôles téléphoniques, c'est qu'ils fonctionnent à effectif réduit.

Si la direction voulait vraiment améliorer la qualité de l'accueil téléphonique, il faudrait qu'elle remplisse les chaises vides.

Plein le dos

En ce moment, au centre financier, nous avons droit à des « plénières » par service. Être obligés d'écouter pendant trois heures les discours de la direction, cela nous ferait presque regretter de ne pas être au boulot.

Lutter contre la précarité

Au centre de distribution de Paris 15, la part des fonctionnaires est devenue largement minoritaire : moins d'un tiers des 250 agents du centre. Ils ont été remplacés par des contractuels. Certains en CDI, mais de plus en plus en contrat précaire (CDD, Intérim...). Ainsi, 10 à 20 % des effectifs sont intérimaires.

La Poste s'est constituée une réserve de personnel auprès des boîtes d'intérim, qui lui permet de ne pas embaucher. Il est inacceptable que des collègues soient considérés comme corvéables et jetables à merci. Exigeons de La Poste qu'elle embauche celles et ceux qui le souhaitent.

Non à la fermeture de la cabine

La direction annonce la fin des cabines à Paris. Le flashage des recommandés serait fait par les facteurs et les cabinards seraient intégrés à une équipe polyvalente. Ce sera du poulot en plus pour tout le monde, avec l'objectif de la direction de supprimer des effectifs. Pas question d'accepter cette réorganisation qui s'ajoute aux imprimés publicitaires, tournées mixtes et *tutti quanti*.

Des augmentations de salaire maintenant !

Depuis des années, les agents contractuels de La Poste ont eu des augmentations en dessous de l'inflation et, pour les fonctionnaires, tout est gelé. Cette année encore, La Poste annonce une augmentation ridicule à l'ouverture des négociations salariales : 0,4 %.

Parallèlement, les actionnaires (État et Caisse des dépôts) se sucent sur notre dos, avec une augmentation sans précédent des dividendes, qui s'élèvent à 500 millions d'euros dans le budget 2020.

De l'argent, il y en a. C'est tous ensemble, en grève et dans la rue, qu'on peut obtenir notre dû.

Le 15 mars,

votez pour les listes d'extrême-gauche !

La véritable opposition au gouvernement de Macron et Philippe, c'est celle des travailleurs en lutte. Elle s'est exprimée par la grève et dans les manifestations, dans le mouvement des Gilets jaunes comme dans la mobilisation contre la réforme des retraites.

Aux élections municipales du 15 mars, des listes d'extrême-gauche, présentées par le NPA ou par LO, porteront la voix des travailleurs et de leurs combats dans quelques centaines de villes du pays. Voter pour les listes du NPA là où elles se présentent ou voter pour les listes de Lutte Ouvrière, c'est exprimer sans ambiguïté son opposition à Macron et à son gouvernement au service du capitalisme.

Jury des Césars : « #MeTooOnS'enFout »

Le réalisateur Roman Polanski vient d'être récompensé par le César du meilleur réalisateur. Alors qu'il est accusé de viol par plusieurs femmes, cette récompense apparaît de fait comme un soutien du « gratin » du milieu du cinéma. Plusieurs actrices ont quitté la salle en protestation et on ne peut que les applaudir. La « grande famille du cinéma français » vient de mettre une claque aux victimes de viol. On a juste envie de dire : « coupez ! »

En action le 8 mars

À l'occasion de la journée internationale du droit des femmes, de multiples manifestations auront lieu. Les inégalités entre femmes et hommes sont toujours criantes, tant en termes économiques que dans le champ social. Au moment où un violeur vient d'être récompensé par un César, il est nécessaire de se mobiliser ! Alors le 8 mars, toutes et tous en manifestation !